



100007447

Tackling Poverty Together Project

Demande de services professionnels pour mettre en œuvre le projet Combattons ensemble la pauvreté (le Projet) d'Emploi et Développement social Canada (EDSC).

October 17, 2016 – 17 octobre 2016

Question 1

There are 6 regions to be studied. Can we focus on just one?

Answer 1

No. The research project must involve research activity in each of the six communities. Results and analysis from all six communities must be included in the final report.

French:

Question 1

Il y a 6 régions à l'étude. Peut-on se concentrer juste sur une seule?

Réponse 1:

Non. Le projet de recherche doit consister en des activités de recherche effectuées auprès de chacune des six collectivités. Le rapport final doit inclure des résultats de recherche et des analyses sur les six communautés.

Question 2

On Buy and Sell, the closing date says Nov 7 2016 however, on page 1 of the RFP the closing date says Oct 31, 2016. Could you please confirm which is the correct closing date?

Answer 2

The correct closing date is November 7, 2016.

French:

Question 2

Sur "Achats et ventes", la date de fermeture est le 7 novembre, 2016. Par contre, sur la page 1 de l'OC il est indiqué que la date de fermeture est le 31 octobre, 2016. Pourriez-vous s'il-vous-plaît confirmer quelle est la date de fermeture appropriée?

Réponse 2

La date de fermeture appropriée est le 7 novembre, 2016.

Question 3

Are there specific welfare programs that should be considered in priority or are you targeting the comprehensive social welfare offering?

Answer 3

Priority should be given to federal programming aimed at poverty reduction (e.g. Canada Child Benefit, Guaranteed Income Supplement, Old Age Security, Homelessness Partnering Strategy, Canada Learning Bond etc.). We are interested to hear from people with the lived experience of poverty on their views on federal programs aimed at poverty reduction, including the interaction between federal programming and programming at other levels of government.

French:

Question 3



L'étude doit-elle se pencher sur certains programmes d'aide sociale en priorité ou doit-elle cibler l'ensemble des services et programmes d'aide sociale?

Réponse 3

La priorité devrait être accordée aux programmes fédéraux visant la réduction de la pauvreté (p. ex. l'Allocation canadienne pour enfants, le Supplément de revenu garanti, la Sécurité de la vieillesse, la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance, le Bon d'études canadien). Nous voulons savoir ce que les gens qui vivent ou qui ont vécu dans la pauvreté pensent des programmes fédéraux visant à réduire la pauvreté, notamment de l'interaction entre les programmes fédéraux et ceux des autres ordres de gouvernement.

Question 4

Should Incentives that don't strictly target the low-income population but can have a positive impact on it be included in the scope of the study? (e.g. Fitness incentive for children soon to be replaced by Canada Child Benefit).

Answer 4

Priority should be given to federal programming aimed at poverty reduction (e.g. Canada Child Benefit, Guaranteed Income Supplement, Old Age Security, Homelessness Partnering Strategy, Canada Learning Bond etc.). We are interested to hear from people with the lived experience of poverty on their views on federal programs aimed at poverty reduction, including programming that may have an impact on them but may not be directly targeted at those living in low income.

French:

Question 4

Devrait-on inclure dans la portée de l'étude des mesures incitatives qui ne ciblent pas uniquement les personnes à faible revenu, mais qui ont également une incidence positive sur ces dernières (p. ex. le Crédit d'impôt pour la condition physique des enfants sera bientôt remplacé par l'Allocation canadienne pour enfants.)

Réponse 4

La priorité devrait être accordée aux programmes fédéraux visant à réduire la pauvreté (p. ex. l'Allocation canadienne pour enfants, le Supplément de revenu garanti, la Sécurité de la vieillesse, la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance, le Bon d'études canadien). Nous voulons savoir ce que les gens qui vivent ou qui ont vécu dans la pauvreté pensent des programmes fédéraux visant à réduire la pauvreté, notamment des programmes leur venant en aide mais qui ne ciblent pas directement les personnes ayant un faible revenu.

Question 5

In Annex B: Evaluation Criteria, the first Mandatory Requirement (M-1) states that bidder's proposed personnel must hold valid Reliability status at bid closing date. Please confirm that Canada will accept proposed individuals whose clearance is in progress/pending with CIISD at bid closing.

Answer 5

No. All proposed personnel requiring access to PROTECTED information, assets or work site(s) must each hold a valid RELIABILITY STATUS at the level of PROTECTED B granted and approved by the Canadian and International Industrial Security Division (CIISD), Public Services and Procurement Canada at the time of bid closing and the clearance cannot be in progress/pending.



French:

Question 5

Dans l'annexe B : critères d'évaluation, la première exigence obligatoire (O-1) stipule que les employés proposés par le soumissionnaire doivent détenir une cote de fiabilité valide à la date de clôture des soumissions. Veuillez confirmer que le Canada acceptera les personnes dont la cote de sécurité est en cours ou en attente d'approbation par la Division de la sécurité industrielle canadienne et internationale (DSICI) au moment de la date de clôture des soumissions.

Réponse 5

Non. Tous les employés proposés ayant besoin d'accéder à des renseignements, à des lieux de travail ou à des biens PROTÉGÉS doivent tous détenir une COTE DE FIABILITÉ valide de niveau PROTÉGÉ B attribuée et approuvée par la DSICI de Services publics et Approvisionnement Canada à la date de clôture des soumissions; la cote de sécurité ne peut être en cours ni en attente d'approbation.

Question 6

Will Canada please change the M-1 requirement to read "The bidder's proposed personnel requiring access to PROTECTED information, assets or work site(s) must each hold a valid RELIABILITY STATUS at the level of PROTECTED B granted and approved by the Canadian and International Industrial Security Division (CIISD), Public Services and Procurement Canada at contract award."?

Answer 6

No. The M-1 requirement will remain unchanged as each of the bidder's proposed personnel requiring access to PROTECTED information, assets or work site(s) must each hold a valid RELIABILITY STATUS at the level of PROTECTED B granted and approved by the Canadian and International Industrial Security Division (CIISD), Public Services and Procurement Canada at time of bid closing.

French:

Question 6

Le Canada pourrait-il modifier l'énoncé de la première exigence obligatoire (O-1) pour y lire « Les employés proposés par le soumissionnaire ayant besoin d'accéder à des renseignements, à des lieux de travail ou à des biens PROTÉGÉS doivent tous détenir une COTE DE FIABILITÉ valide de niveau PROTÉGÉ B attribuée et approuvée par la Division de la sécurité industrielle canadienne et internationale (DSICI) de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) au moment de l'attribution du contrat. »?

Réponse 6

Non. Aucune modification ne sera apportée à l'exigence obligatoire O-1, puisque chaque employé proposé par le soumissionnaire ayant besoin d'accéder à des renseignements, à des lieux de travail ou à des biens PROTÉGÉS doivent tous détenir une COTE DE FIABILITÉ valide de niveau PROTÉGÉ B attribuée et approuvée par la DSICI de SPAC à la date de clôture des soumissions.

Question 7

I would like to request a 2 week extension on the above noted solicitation, Tackling Poverty Together Project. This would assist greatly in establishing all of the necessary partnerships to ensure successful delivery of this engagement.

Answer 7



No extension to the November 7, 2016 deadline will be granted at this time.

French:

Question 7

Je souhaiterais demander une extension de deux semaines pour la sollicitation susmentionnée, le projet Combattons Ensemble la pauvreté. Ceci aiderait beaucoup à établir tous les partenariats nécessaires pour assurer une exécution réussie de cette consultation.

Réponse 7

Aucune extension à la date d'échéance du 7 novembre 2016 ne sera accordée en ce moment.